



La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

Défendre les migrant.es Défendre les retraites

Les semaines qui viennent sont, pour les macronistes, le moment où ils comptent accentuer leur politique de régression sociale.

Comme d'habitude, la réaction s'attaque aux plus fragiles, les migrant.es. Darmanin veut mettre en place une nouvelle loi qui rendra la situation des migrant.es encore plus difficile (voir article). Il va s'appuyer pour cela sur l'extrême droite raciste, sur les Républicains, dont une grande partie lorgne vers l'extrême droite. Les mobilisations du 18 décembre sont l'occasion de dire non à cette politique.

Non content de dégrader ainsi la vie déjà si dure des migrant.es, le Gouvernement confirme sa volonté de repousser à 65 ans l'âge de départ à la retraite. Cette contre-réforme voulue par Macron serait un recul social majeur pour tous/toutes les salarié.es. Nous y reviendrons dans la prochaine lettre.

Dès le début janvier, il faudra se mobiliser avec nos organisations syndicales pour dire NON à la retraite à 65 ans.

Ce Gouvernement n'a pas la majorité à l'Assemblée, il faudra le lui rappeler dans la rue.

Visitez notre site internet :
<https://ensemble-mouvement.com/>

18 décembre, mobiliser pour un NON au projet de loi Darmanin

Le 18 décembre, journée internationale des migrant.es, des centaines d'associations, de collectifs répondent à l'Appel de la Coordination des Solidarités : <https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites>

Solidarité, Liberté, Égalité, Papiers ! Contre Darmanin et son monde !

Partout des initiatives sont prises pour contrer le projet Darmanin-Macron. Leur réussite s'inscrira pour le respect des droits des migrant.es et dans la lutte contre l'extrême droite et le gouvernement qui, sur ce terrain, lui emboîte le pas.

Une loi inique et répressive qui, loin de combattre l'extrême-droite, la conforte. Darmanin/Dussopt présentent le projet de loi dans *Le Monde* : l'un souffle le froid : on expulse les « méchants ». L'autre le chaud : on régularise les « gentils » qui travaillent.

Côté « gentil » : création d'un titre de séjour d'un an « métiers en tension ».

Nécessité de répondre aux besoins du patronat dans ces secteurs à partir d'une main d'œuvre captive : migrant.es comme variable d'ajustement ! Demandons la régularisation par le droit au travail, notamment pour celles et ceux qui, de fait, travaillent déjà et ont souvent un employeur qui les défend !

Côté « méchant » ce sont les yeux doux vers l'extrême-droite : **Illustration avec la circulaire Darmanin aux préfets du 17 novembre 2022 : Exécution des obligations de quitter le territoire français (OQTF) et renforcement des capacités de rétention. « Je vous demande d'appliquer à l'ensemble des étrangers sous OQTF la mé-**

thode employée pour le suivi des étrangers délinquants ».

Les déclarations de Darmanin visent à obtenir un vote majoritaire grâce aux députés Républicains et d'extrême-droite :

- Stigmatisation des étrangers « plus délinquants » que les autres
- Expulsion plus efficace de migrant.es ayant reçu une OQTF
- Reprise des affirmations de la droite extrême, qui décrète qu'il y a trop d'étranger.es en France et trop de titres de séjours attribués
- Inscription des personnes ayant une OQTF sur le fichier des personnes recherchées et sur le Système d'Information Schengen...
- Multiplication des places en centres de rétention
- Mise au pas des organismes de protection sociale, des bailleurs sociaux et de la justice...

Ces mesures sont dangereuses pour les droits des migrant.es et pour la démocratie.

Le débat démarre au Parlement le 6 décembre, le vote a lieu en janvier. Avec les forces politiques, sociales de gauche et démocratiques, les député.es et sénateurs/trices, multiplions les réunions publiques et prolongeons la mobilisation du 18 décembre qui doit trouver un fort écho dans et hors l'Assemblée Nationale en janvier.

Alertons, expliquons, mobilisons-nous le 18 décembre et en janvier !



Avec la résistance ukrainienne ! Pour une solidarité sans faille !

La guerre que mène Poutine contre l'Ukraine est si évidemment illégitime et si effroyablement brutale qu'elle dissuade quiconque d'afficher son soutien à la Russie. Pour autant cela n'entraîne pas la solidarité pleine et entière que mérite et dont a besoin le peuple ukrainien.

C'est ainsi que continue à circuler l'idée que si la guerre décidée par le Kremlin est condamnable, elle doit être comprise comme une réaction à la menace que les États-Unis et l'OTAN feraient peser sur la Russie. Ce recours à une prétendue géostratégie conduit à effacer la donnée centrale : l'Ukraine est victime de l'impérialisme russe. Cela historiquement, ouvertement depuis 2014, et massivement aujourd'hui... Les pays de l'est et du nord de l'Europe le comprennent parfaitement.

C'est aussi un certain pacifisme qui tend à affaiblir l'élan de sympathie et de solidarité avec l'Ukraine. Certes, qui pourrait rester insensible à un appel à cesser le plus vite possible le massacre ? Tout le monde est conscient que toute prolongation de la guerre se traduit par des victimes supplémentaires et de nouveaux drames humains, et par l'aggravation des dégâts directs en Ukraine et indirects au-delà (le coût de l'énergie, les pénuries alimentaires, que la spéculation des milliardaires du CAC 40 exacerbe...)

Mais ces bons sentiments s'accompagnent d'une inquiétante petite musique sur le thème « *les Ukrainiens (du moins leur gouvernement), dopés par leurs succès militaires, ne cèdent-ils pas à la démesure ?* » Ne faut-il pas, pour permettre un compromis rendant possible la paix, les inviter à des concessions territoriales : face aux exigences de Poutine, céder la Crimée, tout ou partie du Donbass ? Bref, faire preuve de « *bonne volonté* » !

Toutes choses qui font litière d'une aveuglante évidence : la guerre n'est pas en Russie, elle est en Ukraine. C'est l'Ukraine qui subit occupations, traitements inhumains, annexions, bombardements des populations et des villes, destruction des infrastructures économiques... C'est à cela que le peuple ukrainien, son armée et son gouvernement doivent répondre. Ils le font au prix de sacrifices énormes et grâce à un courage impressionnant.

On ne demande pas à Poutine un geste de « bonne volonté », on doit exiger qu'il cesse sans conditions sa guerre, qu'il retire l'armée russe de toute l'Ukraine.

Entendons ce qu'ont expliqué des camarades de la gauche ukrainienne lors d'une réunion internationale en visioconférence : « *Si Zelensky est forcé de négocier sous la pression internationale il y aura une crise en Ukraine, dont profitera l'extrême droite. Gagner serait au contraire favorable aux idées de démocratie et de gauche* ». Et n'oublions pas cette leçon maintes fois confirmée qu'un cessez-le-feu injuste ne serait qu'une trêve armée avant la reprise des combats.

Pour exiger le départ des troupes de Poutine de toute l'Ukraine

MANIFESTONS

samedi 10 décembre
à 14 heures, de Trocadero
vers l'ambassade de Russie



**L'invasion doit cesser
et avec elle cette guerre !**

Le peuple ukrainien mérite un soutien complet. Soutien sur le plan humanitaire, soutien par les sanctions prises contre le pouvoir russe, soutien en armes pour lui permettre d'affronter les forces militaires russes. Et aussi soutien politique, en ne laissant pas se diffuser des idées fallacieuses qui entretiennent ignorances et confusions, et masquent les véritables enjeux de la confrontation en cours.

Україна солідарна
з опором

TROUPES
RUSSSES HORS
DE TOUTE
L'UKRAINE!

